

Présentation :

Cette note mensuelle entre dans le cadre de la documentation sur les thèmes qui interpellent la CENTIF. Le principe est de parcourir la presse nationale, la presse internationale et l'Internet pour présenter les nouvelles publications. L'accent sera aussi mis sur l'actualité des CRF étrangères.

Sommaire :

Espagne: la corruption politique estimée à 4 milliards d'euros.....	p2
La corruption présente à tous les étages dans le football européen.....	p2
En Polynésie, l'entourage de Gaston Flosse au centre des enquêtes financières.....	p3
Madagascar : Soupçons de blanchiment d'argent liés au trafic du bois de rose.....	p4
USA: la justice veut saisir un gratte-ciel d'un groupe lié à l'Iran.....	p5
Des comptes offshore et 900 000 euros en liquide	p6
La cybercriminalité financière explose avec la crise.....	p7
Terrorisme: accès maintenu aux données bancaires des Européens pour Washington.....	p9
Le Nord Mali replonge dans l'insécurité : la drogue et Al Qaïda.....	p10
Incriminé comme étant une plateforme de blanchiment d'argent : Touba en colère rectifie le GIABA...p11	

Espagne: la corruption politique estimée à 4 milliards d'euros

A en croire dimanche le journal El Mundo, le coût du blanchiment d'argent, des pots-de-vin, de la fraude fiscale et autres pratiques frauduleuses de la classe politique espagnole atteint 4,2 milliards d'euros.

Le Journal espagnol précise que son calcul a été réalisé à partir de documents judiciaires et des enquêtes concernant une trentaine des plus grandes affaires ayant secoué le pays. "La véritable facture est, sans l'ombre d'un doute, beaucoup plus lourde que cette estimation. Selon un sondage effectué auprès de nos lecteurs, 89% d'entre eux pensent que leurs propres élus locaux sont corrompus à des degrés divers", peut-on lire dans un éditorial d'El Mundo.

La confiance des Espagnols dans leurs dirigeants élus a été minée ces dernières semaines par une série de scandales et d'arrestations. Vendredi dernier, le n°2 du Parti populaire (opposition de droite), qui a vu sa popularité chuter dans les sondages suite à une série de cas de corruption, a dû présenter ses excuses. Ce même jour, cinq hommes politiques catalans, dont un maire socialiste, avaient écopé de peines de prison pour différents cas de corruption. Bien que la corruption touche toutes les formations de l'éventail politique, le PP est le parti le plus concerné, selon un sondage réalisé par un autre journal, le quotidien El Pais. Si des élections législatives devaient avoir lieu aujourd'hui, le PSOE (socialiste) du président du gouvernement José Luis Rodriguez Zapatero l'emporterait de peu sur le PP, si l'on en croit cette même étude d'El Pais conduite sur un échantillon représentatif de 501 personnes. Le même sondage donnait Zapatero très largement vainqueur, il y a un mois à peine.

(J. Vl. avec Reuters)

Publié le 01.11.09

[En Ligne] Disponible sur

<http://www.rtb.be/info/economie/corruption/espagne-les-fraudes-des-politiques-estimees-a-4-milliards-deuros-156700>

La corruption présente à tous les étages dans le football européen

Cela vous a peut-être échappé, tant l'hyper-médiatisation de la main de Thierry Henry a monopolisé tous les débats hier, mais une information très importante a été divulguée. La plus grande affaire de corruption que le football européen ait connu est en passe d'être révélée après de gros progrès dans l'enquête ces derniers jours. Les autorités de Bochum (Allemagne) ont expliqué avoir réalisé un vaste coup de filet en arrêtant 17 personnes, dont 15 sur le territoire allemand, ce qui leur permet d'avancer très nettement sur cette affaire de corruption.

L'UEFA a précisé que plus de 200 matchs étaient concernés. Il s'agit là de rencontres de championnats européens, parmi neuf pays, ainsi que de trois oppositions en Ligue des Champions. Concernant la plus belle des compétitions européennes, trois rencontres des Tours Préliminaires sont suspectées mais n'ont pas été dévoilées. L'Europa League est également dans le viseur avec 12 rencontres épluchées minutieusement. Même principe dans les championnats européens intéressés : Allemagne, Belgique, Suisse, Turquie, Autriche, Slovaquie, Hongrie, Croatie et Bosnie Herzégovine.

L'association criminelle derrière cette tricherie monumentale aurait brassé plusieurs millions d'euros en pariant sur des matchs puis en payant les joueurs concernés, pour qu'ils arrivent aux résultats escomptés. Mais les joueurs ne sont pas les seules personnes concernées : présidents, entraîneurs et arbitres sont aussi sous le coup de sanctions. Un arbitre allemand a déjà été identifié pour avoir truqué un match de division inférieure. Car pour ne pas éveiller les soupçons, les paris étaient réalisés sur des rencontres pas forcément alléchantes mais où les prises de profits pouvaient être monstrueuses. En Allemagne par exemple, sur les 32 matchs visés, la Bundesliga n'est pas touchée.

Depuis le début de l'année, les affaires de corruption éclatent. L'un des pays les plus touchés est la Pologne, co-organisateur de l'Euro 2012. Le grand ménage a débuté en 2008 et se poursuit encore aujourd'hui : des clubs sont rétrogradés, 300 personnes poursuivies en Justice, dont l'ex-président de la Fédération, un ancien sélectionneur et plusieurs arbitres. En France, de forts soupçons pèsent sur la rencontre Arles-Cassis Carnoux de la saison passée même si l'enquête ne fait que débuter. Rappelons enfin que le Gafi avait parlé, au début de l'été, du football comme un véritable vecteur du blanchiment d'argent.

L'enquête menée par le Procureur de Bochum, avec l'aide de l'UEFA, va se poursuivre dans les prochaines semaines et pourrait déboucher sur de nouvelles révélations. Car rappelez-vous, fin septembre, l'UEFA avait annoncé avoir des doutes sur 40 matchs européens. Moins de deux mois après, plus de 200 matchs sont désormais concernés. L'enquête sur cette gigantesque affaire de corruption s'annonce explosive.

Publié par Johann le Samedi 21 novembre 2009

[En Ligne] Disponible sur

<http://www.coupfranc.fr/2009/11/21/la-corruption-presente-a-tous-les-etages-dans-le-football-europeen/>

En Polynésie, l'entourage de Gaston Flosse au centre des enquêtes financières

Pour la troisième fois en quatre mois, le bureau du Sénat devait se prononcer, mardi, sur la levée de l'immunité parlementaire de Gaston Flosse, 78 ans, membre (div. droite) de l'assemblée de Polynésie, dont il a été président. Après une première demande des juges d'instruction Philippe Stelmach et Jean-François Redonnet, le Sénat avait le 22 juillet refusé de lever totalement l'immunité de M. Flosse, mais il avait autorisé sa mise en garde à vue. Le 15 septembre, à la suite d'une deuxième demande, le Sénat avait considéré qu'il n'était pas en mesure de statuer, estimant que le juge devait d'abord "exercer l'ensemble des pouvoirs mis à sa disposition, notamment la mise en examen".

Article paru dans l'édition du 03.11.09

M. Flosse a été interrogé durant plus de cinq heures, le 30 septembre, par les juges et mis en examen pour corruption passive, recel d'abus de biens sociaux et complicité de destruction de preuves. Pour eux, "il y a de fortes présomptions que Gaston Flosse soit impliqué dans un pacte de corruption".

Après quinze jours de mission à Tahiti, la Division nationale des investigations financières (DNIF) a quitté Papeete, vendredi 30 octobre, après avoir effectué douze perquisitions, sept

gardes à vue, procédé à trois auditions, et mis trois personnes en examen. Chaque fois, ce sont des proches de Gaston Flosse qui étaient concernés.

C'est le rapport de la Chambre territoriale des comptes sur la "passivité de l'Office des postes et télécommunication de Polynésie française (OPT) dans la défense de ses intérêts" qui a conduit la brigade financière sur la trace du Groupe 2H - une agence de publicité - d'Hubert Haddad (mis en examen et placé en détention provisoire depuis le 12 juin) et de son bras droit Michel Yonker qui vient de passer six mois en détention provisoire.

Hubert Haddad aurait, selon son avocat, "brisé l'omerta" et dévoilé les "anciennes pratiques de la Polynésie", notamment le versement mensuel durant plus de dix ans de près de 10 000 euros en liquide à M. Flosse par l'intermédiaire de sa secrétaire particulière, Melba Ortas.

Ces investigations ont conduit les enquêteurs à mettre aussi en examen et en détention provisoire l'ancien patron de l'OPT, Geffry Salmon. Ils ont découvert, dans son coffre-fort de la banque Socredo, 1,5 million d'euros de bons au porteur. Le directeur de la banque, James Estall, a été mis en examen pour blanchiment d'argent.

Parmi les gardés à vue, on remarque un entrepreneur, Coco Taputuarai, interrogé sur les conditions d'obtention des marchés de construction des Fare MTR (maison à bas prix) par le Fonds de développement des archipels ; Noa Tetuanui, ancien représentant à l'Assemblée, soupçonné d'avoir touché un pot-de-vin pour renverser Oscar Temaru en 2004 ; un notaire, Me Bernard Restout, interrogé sur les conditions de rachat de la propriété de Gaston Flosse à Huahine.

"On souffre"

Edouard Fritch, l'actuel président du groupe Tahoeraa Huiraatira, le parti de M. Flosse, a été entendu comme simple témoin dans une affaire de favoritisme dans la passation du marché du câble sous-marin à Alcatel. Enfin, Léonard Puputauki, ancien patron du Groupement d'intervention de Polynésie (GIP), que certains surnommaient la milice de M. Flosse, a été placé en garde à vue et interrogé à la demande de la juge d'instruction Xavière Simeoni, la juge qui vient de renvoyer Jacques Chirac en correctionnelle. Au total, selon le procureur de la République, José Thorel, "il y a plus de trente enquêtes intéressantes des élus ou des établissements publics sous l'ère Flosse".

M. Fritch reconnaît, dans Les Nouvelles du 30 octobre : "On souffre, mais il faut que l'instruction suive son cours au nom d'un principe : s'il y a faute, il faut sanctionner". Même dans son parti, Gaston Flosse semble abandonné. Chacun a hâte de tourner la page.

Gilles Marsauche

LE MONDE du 02.11.09

Madagascar : Soupçons de blanchiment d'argent liés au trafic du bois de rose

L'affaire de trafic de bois de rose qui a défrayé la chronique à Madagascar dernièrement cacherait une affaire de blanchiment d'argent si l'on a croit le directeur général du SAMIFIN,

le service de renseignement financiers (SRF) à Madagascar qui a convoqué la presse vendredi dernier.

Le directeur général du SAMIFIN, Jean-Claude Razaraniaina, a donné une conférence de presse vendredi pour déclarer ses soupçons quant à un blanchiment international d'argent qui serait issu du trafic de bois de rose, une espèce protégée.

D'après le SAMIFIN, les opérations de coupes illicites de bois de rose seraient financées par des ressortissants étrangers qui travaillent dans le secteur du commerce sur l'île écrit tribune.com. Le site d'information en ligne précise que "l'origine des fonds qu'ils avancent à des opérateurs agréés en matière d'exportation de bois est très mystérieuse, car l'argent arrive soit en espèces, soit à travers des comptes dont l'objet et le volume habituel d'activité ne justifient pas de lien avec cette activité".

Les importations directes de marchandises qui sont revendues à très bas prix voir à perte sur la Grande Ile renforcent les soupçons d'un blanchiment d'argent. Les activités mafieuses liées au bois de rose représentent une somme qui s'élèverait à plus de 32 milliards d'ariary. Quatorze comptes bancaires ont déjà été bloqués et deux dossiers ont été déposés aux tribunaux de Toamasina et d'Antananarivo.

Alors que de nouvelles élections présidentielles, tant attendues par le peuple malgache, tardent à venir, le pillage de l'île Rouge continue à aller bon train. Le trafic de lémuriers, en principe protégés, a fait réagir l'ONG Conservatoire International (CI) qui a lancé un cri d'alerte quelques semaines après les événements de mars 2009.

Tout est loin de rentrer dans l'ordre à Madagascar, qui connaît une période de gros troubles politiques, économiques et sociaux depuis le 17 mars 2009, date à laquelle le président déchu Marc Ravalomanana a transféré ses pouvoirs à un directoire militaire, qui les a à son tour transférés à l'actuel président de la HAT (Haute autorité de transition) Andry Rajoelina.

Source : Sobika.com

Karine Maillot, publié le lundi 2 novembre 2009

[En Ligne] Disponible sur

http://www.zinfos974.com/Madagascar-Soupcons-de-blanchiment-d-argent-lies-au-traffic-du-bois-de-rose_a11764.html

USA: la justice veut saisir un gratte-ciel d'un groupe lié à l'Iran

NEW YORK — La justice américaine a annoncé jeudi vouloir saisir des biens appartenant à un groupe musulman soupçonné d'être lié au gouvernement iranien, parmi lesquels un gratte-ciel new-yorkais et des centres islamiques.

Selon le parquet fédéral de New York, la fondation Alavi a commis des "infractions à (la législation sur) le blanchiment d'argent" en transférant illégalement des fonds au gouvernement iranien.

Le procureur fédéral Preet Bharara a lancé une procédure auprès d'un tribunal pour obtenir la saisie de comptes bancaires de la fondation et d'une société écran présumée, ainsi que son siège, un immeuble de 36 étages installé sur la prestigieuse 5e Avenue à New York.

Parmi les autres biens de la fondation dont la justice réclame la saisie figurent des centres islamiques dans les Etats du Maryland (est), de la Virginie (est), du Texas (sud) et de Californie (ouest)

Source AFP, du 12 novembre 2009

[En Ligne] Disponible sur

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hHX4FONGMFzcxRHw8I9Ry52KOReA>

Des comptes offshore et 900 000 euros en liquide

La justice tente de décortiquer les mécanismes financiers d'une affaire tentaculaire. L'opération « mains propres » déclenchée mardi dans l'est des Alpes-Maritimes semble loin d'être terminée. Après l'incarcération jeudi de Gérard Spinelli, le maire de Beausoleil, et de Lino Alberti, figure incontournable du BTP azuréen, et sans même attendre l'éventuelle levée de l'immunitaire parlementaire du sénateur René Vestri, les investigations se poursuivent.

Paradis fiscaux

Dans le plus grand secret, la justice semble désormais s'intéresser aux liens financiers qui unissent les différents protagonistes de ce vaste dossier où se mêlent soupçons de corruption, de blanchiment et trafic d'influence.

C'est ainsi qu'un homme d'affaires monégasque de 54 ans a également été mis en examen par le juge Duchaine. Silvio Perlino, spécialisé dans le montage de sociétés offshore, est poursuivi pour « association de malfaiteurs en vue de commettre le délit de corruption » et « blanchiment en bande organisée ».

Laisse libre sous contrôle judiciaire, ce résident monégasque pourrait bien être le pivot financier de l'affaire. Au cours de leurs investigations, les enquêteurs de la PJ de Nice et du GIR ont en effet découvert l'existence d'une multitude de comptes bancaires ouverts dans des paradis fiscaux, principalement au Liechtenstein, au Luxembourg et en Suisse. Dans quel but ont-ils été créés ? Pour y recevoir les rétro-commissions que les élus percevaient en « contrepartie » d'attribution de marchés publics ? À charge pour la justice de le démontrer.

On sait que Gérard Spinelli est d'ores et déjà suspecté d'avoir perçu une commission occulte de 65 000 euros afin qu'il « modère » son opposition au projet Odéon qui prévoit l'édification en principauté de tours jumelles hautes de 170 mètres, pour un montant de 360 millions d'euros dont 42 millions pour le seul terrassement du terrain. Ces « twin-towers » monégasques doivent être érigées par le groupe Vinci à quelques dizaines de mètres seulement de la frontière française et donc de Beausoleil.

Le double jeu de Spinelli

Officiellement, logique électorale oblige, le maire de cette commune, Gérard Spinelli, ne pouvait que relayer les réticences de ses administrés à l'égard du projet Odéon. Officieusement, il aurait donc joué un double jeu qui, si l'on en croit les charges qui pèsent contre lui, en valait la chandelle. Tout au moins jusqu'à ce que les soupçons des enquêteurs ne le rattrapent. Tout comme ils ciblent manifestement le sénateur René Vestri, à défaut de

pouvoir l'incriminer directement. Tout au moins tant qu'il est protégé par son immunité parlementaire. Le juge Duchaine en a d'ailleurs demandé la levée. In fine c'est le Sénat qui doit trancher, sans doute en début de semaine prochaine.

Des coffres pleins à craquer

En attendant, les enquêteurs ne sont pas restés inactifs. Outre la multitude de comptes offshore qu'ils ont découvert, ils ont également saisi d'importantes sommes en liquide. Dans la somptueuse propriété Grundig, où ils étaient venus interpellé mardi au petit matin Lino Alberti et sa compagne, les policiers sont semble-t-il retournés mercredi. Info ou intox, la petite histoire raconte qu'ils étaient passés à côté de l'un des coffres.

Ils seraient donc revenus en vider le contenu. Et la chasse au trésor s'est avérée fructueuse puisque ce sont 400 000 euros en liquide qui, au total, ont été découverts au domicile de Lino Alberti et Chantal Grundig. Mais cette dernière n'est-elle pas l'une des plus grosses fortunes d'Europe ? Alors fruit du délit de corruption ou simple argent de poche ? Nul doute que, tout riche qu'il soit, le couple aura à justifier de l'origine d'une telle somme en espèces.

Idem d'ailleurs pour René Vestri, le sénateur maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Lui aussi avait manifestement un joli bas de laine. Car, à défaut de pouvoir encore l'entendre, les enquêteurs sont allés rendre visite à son banquier. Et ils en ont profité pour se faire ouvrir le coffre de René Vestri. La perquisition a là encore permis de mettre la main sur une coquette somme. Le maire de la presqu'île des milliardaires détenait la bagatelle d'un demi-million d'euros en espèces ! Les vérifications sont manifestement loin d'être terminées.

Enquête Réalisée Par Guillaume Bertolino, Didier Chalumeau,
Monaco-Matin

[En Ligne] Disponible sur

http://www.monaco.maprincipaute.com/actu/actudet_--Des-comptes-offshore-et-900-000-euros-en-liquide-_dep-1170685_actu.Htm

La cybercriminalité financière explose avec la crise

Depuis la crise de 29, les statistiques montrent que les périodes d'exception sont propices à la recrudescence des activités criminelles. La crise actuelle provoque une explosion sans précédent de la piraterie financière sur Internet.

Dans son rapport sur la cybercriminalité au premier trimestre 2009, la société de conseil Fijan établit que la cybercriminalité rapporte plus de 10 000 dollars par jour à un seul réseau pirate, une estimation qui inquiète, d'autant que cette forme de criminalité financière par Internet tend à s'industrialiser. Au Nigeria, en Chine ou en Inde, on voit fleurir des e-commerces de kits Trojan ou des « doses » d'infection à HTML, prêts pour l'usage. Les fournisseurs répondent ainsi à une demande, sans cesse croissante, d'outils d'intrusion indétectables par les anti-virus.

Dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler African connection, une main d'œuvre bon marché (kids) écume les forums de discussions et sites de rencontres, afin de s'approprier des listes d'e-mails et de cartes de crédits. Ils achètent les informations aux prix les plus bas pour

les revendre en dégageant une marge moyenne de 90 dollars/mensuel. Mais derrière l'activisme des kids, se cachent de vrais modèles économiques.

Le nigerian scam – Bien que le FBI les chiffre à des millions de dollars par an, les gains générés par le scam nigérian sont extrêmement difficile à évaluer. Les $\frac{3}{4}$ des victimes culpabilisent et préfèrent garder le secret. Le scam nigérian arrive par e-mail, principalement du Nigeria (d'où son appellation « nigerian scam »), mais aussi de plus en plus de Côte d'Ivoire, du Togo et d'Afrique du Sud. Il est basé sur le principe de storytelling : « Vous avez gagné à la loterie ! » Ou alors un riche individu décédé en Afrique a laissé une fortune en millions de dollars, qu'il faut mettre à l'abri grâce au « bienfaiteur » que vous êtes. Mais avant, il faut envoyer une somme d'argent pour que votre gain ou la fortune du défunt (selon le cas) soit débloqué ou sécurisé... Dans un cas sur trois, le spam s'achève par « Dieu vous bénisse ! »

Le phishing – Par un jeu de procédés à prix minimes, le hacker entre en possession de plusieurs groupes d'adresses électroniques, auxquelles il envoie une correspondance. Cette dernière parvient aux cibles comme provenant de leur banque. Elle leur indique un lien à suivre, qui débouche sur une page (généralement fort bien imitée) du site de leur établissement bancaire. L'utilisateur est alors invité à fournir les codes d'accès à son compte. Le hacker récupère les informations, les revend sur Internet ou effectue des transactions financières via e-gold.com. Le 23 octobre dernier, le gouvernement nigérian a annoncé la fermeture de 800 sites Internet frauduleux dans le pays, grâce au dispositif de répression « Eagle Claw ».

E-gold.com – Créé en 1996 par Douglas Jackson, e-gold.com est le site de référence des transactions financières cybercriminelles. On y accède en créant un compte aussi simplement que sur Yahoo! ou Gmail, sans véritable contrôle d'identité. Complètement offshore, e-gold.com permet d'effectuer des transactions d'or virtuel 100% convertibles en or physique dans l'immédiat. Une fois effectuées, les transactions sont absolument irréversibles. L'e-gold est actuellement la monnaie électronique la plus répandue dans le cyberspace.

Le pack CC – Il s'agit d'un ensemble comprenant un numéro de carte bancaire, sa date de validité et le code de sécurité, constitué des trois chiffres situés au dos de la carte. Des milliers de numéros dérobés sont vendus chaque jour dans le cyberspace. La vente en gros est la plus courante. Deux ou trois CC complets pré-testés permettent ensuite d'en écouler plusieurs dizaines. Impossible à garantir dans l'heure qui suit leur compromission, ces packs obligent les trafiquants professionnels à tisser des réseaux de confiance assez hermétiques. Chez les vendeurs au détail, les prix oscillent autour de 5 dollars l'unité sur les marchés en ligne.

L'espionnage industriel – Une simple clé USB abandonnée dans les couloirs d'une entreprise ou la pièce jointe d'un courrier électronique chargé d'un cheval de Troie peuvent permettre d'accéder aux secrets industriels d'une entreprise. Un cheval de Troie coûte 700 dollars en moyenne (hors mise à jour). Deux situations se présentent dans la quasi totalité des cas : l'espion (amateur ou professionnel) agit seul ou à la demande d'une entreprise concurrente de la cible. Les informations ainsi collectées sont ensuite cédées contre plusieurs dizaines, voire des centaines de milliers d'euros. Ce type de crime ne fait jamais la une des journaux, pour la simple raison que sa publicité ne profite ni à l'assaillant, ni à sa victime.

Le racket en ligne - Ici, le pigeon est traditionnellement une entreprise du e-commerce. Comme dans le cas d'un enlèvement classique, le preneur d'otage exige une rançon, menaçant

d'endommager le serveur de la cible de manière graduelle. L'entreprise qui s'exécute reçoit une protection à durée déterminée. Celle qui refuse de payer s'expose à des dégâts plus importants... Le montant initial des rançons, qui oscille ordinairement autour de 10 000 dollars, peut très vite atteindre les 50 000 dollars. La tendance haussière du racket électronique est proportionnelle au développement du commerce en ligne dans plusieurs pays.

Le Money muling – Très prisé parmi les dernières inventions, le Money muling, promu à un bel avenir d'après les analystes, consiste à attirer les internautes sur des sites apparemment légaux. On y propose des postes de type « agents de transfert de fonds » qui sont en réalité des emplois écran appartenant à des réseaux de blanchiment de capitaux. Ces derniers brassent environ trois trillions de dollars par an. Les effets dévastateurs de la crise financière internationale sur le marché de l'emploi sont propices au développement du Money muling.

Avec le développement des banques en ligne en Chine et en Inde, le business de la cyber-piraterie financière a de belles perspectives de croissance devant lui, du moins jusqu'à ce qu'une législation transnationale soit adoptée et appliquée par tous les États à cette forme de criminalité dont le chiffre d'affaires mondial avoisine celui de la drogue.

Guy Gweth

In Espionnage économique, Gestion de crise, Intelligence stratégique, Intelligence économique, Sécurité, veille on 29 novembre 2009

[En Ligne] Disponible sur

<http://gwethguy.wordpress.com/2009/11/29/la-cybercriminalite-financiere-explose-avec-la-crise-guy-gweth/>

Terrorisme: accès maintenu aux données bancaires des Européens pour Washington

BRUXELLES - Les pays de l'UE ont décidé lundi de maintenir pendant une période temporaire de neuf mois l'accès des Etats-Unis aux données bancaires des citoyens européens, après avoir surmonté les réserves de l'Allemagne et l'Autriche, selon une source diplomatique. Le ministre de l'Intérieur espagnol, Alfredo Perez Rubalcaba, avant une réunion au siège de l'UE à Bruxelles, le 30 novembre 2009

La décision a été prise lors d'une réunion des ministres européens de l'Intérieur à Bruxelles, selon cette source.

Elle était très attendue par les autorités américaines qui redoutaient, à défaut, des conséquences néfastes sur la lutte contre le financement du terrorisme dans le monde.

L'accord trouvé lundi porte sur l'accès des Etats-Unis à l'organisme interbancaire Swift, une société privée installée près de Bruxelles, qui traite les flux financiers de près de 8.000 banques dans le monde, et va transférer toutes ses banques de données européennes à Amsterdam, aux Pays-Bas.

Pour continuer à avoir accès aux données sur les citoyens européens, Washington avait besoin du feu vert européen. Il a été très difficile à négocier en raison d'inquiétudes de plusieurs pays

européens, et du Parlement européen, sur la protection des données personnelles de leurs citoyens.

Pour lever les réserves, le champ des données bancaires auxquelles auront accès les autorités américaines a été réduit.

L'Allemagne insistait aussi pour limiter la durée de cet accord temporaire à 6 mois au lieu de douze proposés au départ. Finalement le délai a été fixé à neuf mois, selon la source.

Ensuite, il est convenu que les Etats-Unis et l'UE négocient un accord de long terme sur l'accès aux données Swift, respectant des critères stricts sur la protection des données personnelles.

Par AFP, publié le 30/11/2009

[En Ligne] Disponible sur
http://www.lexpress.fr/actualites/1/terrorisme-acces-maintenu-aux-donnees-bancaires-des-europeens-pour-washington_831998.html

Le Nord Mali replonge dans l'insécurité : la drogue et Al Qaïda

Le Nord Mali replonge dans l'insécurité : la drogue et Al Qaïda

L'enlèvement du Français Pierre Camatte arrive dans une situation tendue au nord Mali. Le 5 novembre 2009, un Boeing vénézuélien retrouvé incendié à 14 km de la ville de Gao, aurait débarqué environ 10 tonnes de cocaïne et d'autres produits illicites, avant de crasher au moment du décollage. Absence totale de réactions des autorités maliennes sur ces faits. Quelques semaines plus tard, des rumeurs de kidnapping imminent par Al Qaïda persistent. Certaines Ong se retirent du nord.

Au nord Mali, les armes de la rébellion se sont à peine tues, que surgissent des menaces d'un autre genre : le trafic de drogue, d'armes et les prises d'otage. Si les manifestations du trafic de drogue sont visibles sans qu'on ne puisse indexer les véritables acteurs, on se fait au moins une idée sur les auteurs des enlèvements. Ils sont un groupe armé et prennent apparemment pour cibles des occidentaux, touristes ou résidents ; ce sont des militants extrémistes d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi). L'enlèvement du Français Pierre Camatte, dans la nuit du 25 au 26 novembre, à Menaka leur est attribué. Ils sont réputés d'autant dangereux qu'ils ont exécuté en mai dernier, un otage britannique, Edwin Dyer, après plusieurs semaines de détention.

Au lendemain de ce premier enlèvement d'un ressortissant français au nord du Mali, le ministère des affaires étrangères et européennes à travers un communiqué qui nous est parvenu, a « demandé aux français présents au nord et à l'est du Mali (régions de Kidal, de Gao et de Tombouctou) de quitter immédiatement la zone et de regagner sans délai la capitale, ainsi qu'à ceux qui envisageaient de s'y rendre, de renoncer à leur déplacement ». Et de vive voix, Bernard Valéro, porte-parole du Quai d'Orsay, sur les antennes de Rfi revenait à la charge ce samedi matin : « Nous avons demandé instamment aux Français présents dans la région de quitter immédiatement la zone et de rejoindre Bamako ».

Manifestement, le ministère des affaires étrangères et européennes croit à « une nouvelle aggravation de la menace terroriste dans la région ». Le communiqué ajoute que « cette recommandation vaut également pour le Niger, au nord d'une ligne reliant Ayorou, Tahoua, Gangara et N'Guimi ». Il s'agit donc d'une situation qui n'est pas spécifique au nord Mali, mais « le Sahel dans son ensemble est une zone dangereuse », précise le communiqué qui recommande fortement aux français résidents ou de passage de respecter les consignes de prudence et de vigilance.

La stratégie d'Al Qaïda est connue : capturer des occidentaux qui sont maintenus en otage et libérés sous conditions, généralement le paiement de rançons.

L'enlèvement de Pierre Camatte marque un tournant. C'est la première fois qu'un Européen est pris otage en territoire malien. C'est également la première fois qu'un Français est enlevé dans le Sahel. Les précédentes prises d'otages ont concerné des Allemands, des britanniques, des Suisses, des Canadiens, des Qataris et ont eu lieu en territoire nigérien ou algérien, même si les ravisseurs ont toujours traîné leurs otages au Mali pour négocier leur libération.

Source : KOACI

[En Ligne] Disponible sur
http://www.rewmi.com/Le-Nord-Mali-replonge-dans-l-insecurite-la-drogue-et-Al-Qaida_a19887.html

Incriminé comme étant une plateforme de blanchiment d'argent : Touba en colère rectifie le GIABA

Six mois, quasiment jour pour jour, après la publication de son Rapport 2008 qui épinglait la ville de Touba comme plate-forme de blanchiment d'argent sale, le Giaba essuie les foudres des Mourides. Des intellectuels se réclamant de cette confrérie musulmane sénégalaise ont envoyé un mémorandum à l'entité ouest-africaine pour la démentir et polir davantage l'image de marque de la ville sainte. Avec l'onction du Khalife général des Mourides.

Le Giaba (Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest), organisme de la Cedeao, est dans le collimateur de Touba qui veut laver l'affront de se voir accusé d'être une plateforme de blanchiment d'argent sale. En effet, dans son rapport 2008 publié le 12 mai 2009, riche de 120 pages, le Giaba avait consacré les pages 43 à 46 au Sénégal pour conclure que le pays est «un centre financier régional ayant une économie largement basée sur les capitaux, vulnérable au blanchiment d'argent sale». Liant le «boom immobilier» et la «flambée des prix du loyer» à Dakar et sur la Petite-Côte aux «capitaux d'origine douteuse» qui circulent au Sénégal, le Giaba avait également épinglé la capitale du mouridisme Tonha y étant présent comme «une zone de libre-échange considérablement autonome et non réglementée et qui reçoit entre 550 et 800 millions de dollars (275 milliards et 800 milliards de F Cfa) par an en termes de fonds rapatriés par des réseaux de commerçants sénégalais et de vendeurs établis à l'étranger».

Un «document de rectification approuvé par le Khalife général des Mourides»

Des conclusions du rapport qui n'agrément pas les intellectuels mourides. Six mois après la publication de ce rapport, le «Rawdu-r rayâhîn» ou «Collectif d'intellectuels mourides chargé

des questions scientifiques et culturelles», domicilié à la «Résidence du Khalife général des Mourides à Touba», a adressé, le 16 novembre 2009, « un document de rectification » au Directeur général de l'organisme ouest-africain de lutte contre le blanchiment des produits de crime. Intitulé «les faiblesses du Rapport du Giaba sur Touba, à la lumière de la vérité des faits», ce document, selon des sources proches de ce «Collectif d'intellectuels mourides chargé des questions scientifiques et culturelles», est le «résultat d'un travail scientifique rigoureux mené par un spécialiste de la migration des Mourides en Occident et approuvé par le Khalife général des Mourides». Ce document, poursuit cette entité du mouridisme dans sa lettre d'accompagnement, est «relatif aux fonds investis à Touba par les Mourides de la diaspora, ces fonds qui ont été présentés comme de l'argent sale que l'on chercherait à blanchir dans un rapport du Giaba qui a repris l'International narcotics control strategy report (Incsr)».

Précisant à l'endroit du Directeur du Gaba que sa «communauté est une communauté religieuse qui se soucie de se conformer aux enseignements de son fondateur qui ne sont autres que ceux de l'Islam, lesquels enseignements bannissent, l'argent sale et mal acquis sous toutes ses formes plus que tout autre idéologie ou institution», le «Rawdu-r rayâhin» l'apostrophe en se faisant le devoir de lui rappeler des principes élémentaires de travail scientifique : «si nous vous envoyons ce document, c'est pour inviter votre institution à plus de discernement et de vérification avant d'avancer des affirmations aussi graves que l'accusation de blanchiment d'argent».

Daouda Diarra

Source Le Populaire du 25 Novembre 2009

[En Ligne] Disponible sur

http://www.xibar.net/INCRIMINE-COMME-ETANT-UNE-PLATEFORME-DE-BLANCHIMENT-D-ARGENT-Touba-en-colere-rectifie-le-Giaba_a19942.html
